



RÉSEAU CLIMAT
DÉVELOPPEMENT

Restitution du jour 2 de l'atelier du RC&D

Atelier du Réseau Climat & Développement
Conakry, du 17 au 21 Avril 2013

Sommaire

- 1. Introduction**
- 2. Etudes de bonnes pratiques en matière de planification**
- 3. Etudes de bonnes pratiques en matière d'accès à l'énergie propre et à l'efficacité énergétique**
- 4. Etude de bonnes pratiques en matière de ressources naturelles et d'adaptation**

Introduction (Christine K) – Pourquoi identifier et promouvoir les bonnes pratiques

- Il est très important d'impliquer les politiciens dans les politiques de développement, leur parler, les obliger à faire plus et mieux pour soutenir les projets.
- L'impact de la campagne Green Deal Nigeria qui a utilisé trois blogueurs renommés pour sensibiliser les autorités et les communautés, à partir des images illustratives, pour attirer leur attention sur la protection de l'environnement, en est un exemple.
- Cependant il faut cibler les bons politiciens pour avoir l'effet escompté. L'implication des autorités allemandes dans la transition énergétique est assez illustrative.
 - L'Allemagne bien qu'étant un pays développé, a opté pour les énergies renouvelables afin de réduire les GES. Elle a démontré que les renouvelables génèrent plus d'emplois que les énergies conventionnelles (entre 2005-2011, il y a eu 400 000 emplois créés dans les renouvelables en Allemagne) et participe à la santé économique du pays.
 - 51% des technologies des renouvelables sont aux mains des citoyens regroupés en coopératives pour mener la transition énergétique en Allemagne.
 - De 2001-2011, le nombre de coopératives d'énergie est passé de 66-586 et créent de la croissance au niveau local.
 - Le PIB et la part des renouvelables dans la production électrique de 1991-2011 en Allemagne est de 20%.



RÉSEAU CLIMAT
DÉVELOPPEMENT

1. BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PLANIFICATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

1. La politique de lutte contre la déforestation au Togo (J.Kogbe)

- **Politique adoptée en mai 2011 pour remédier à:**
 - l'échec de la politique en place depuis 1984
 - Les pratiques de braconnage, de défrichage et de déboisement
- **Objectifs:**
 - Promotion d'une production forestière soutenue
 - Restauration des peuplements dégradés et conservation de la biodiversité
 - Développement d'un partenariat efficace autour de la gestion des forêts
 - Amélioration des cadres institutionnel, juridique et législatif du secteur forestier
 - Développement de la recherche forestière
- **Processus d'élaboration:**
 - Études thématiques sous le contrôle de la FAO
 - 5 sites pilotes avec gestion durable et participative
 - Protocoles avec 14 associations pour sensibiliser les communautés
- **Clés de sa réussite:**
 - Suivi-évaluation très régulier
 - volonté politique dans la mise en œuvre des textes,
 - les mesures d'accompagnement,
 - l'aménagement du territoire
 - et l'implication des femmes.

2.Observatoire de l'environnement au Maroc – espace de participation citoyenne (S.Chakri)

- L'Observatoire National de l'Environnement du Maroc (ONEM) est une institution officielle créée pour:
 - évaluer l'état de l'environnement (National et régional), les performances des politiques publiques en matière de gestion de l'environnement;
 - diffuser les données environnementales et les partager dans le cadre du réseau national ou des réseaux régionaux de l'environnement
 - et assurer la durabilité des actions en matière de protection de l'environnement.
- Il existe aussi les observatoires nationaux régionaux
 - regroupe toutes les parties prenantes des différents secteurs et la société civile,
- OREDD est devenu un espace de la participation de la société civile dans la politique publique à travers leur implication dans le conseil administratif et aussi dans les comités
- En tant qu'instrument officiel qui émane de la volonté politique du Maroc, sa pérennité est assurée.

3. Le plan Climat du FERLO au Sénégal (N.Socé)

- le GERES a mis en place le Projet CLIMTERR: une approche territoriale des changements climatiques de l'entente Inter-régionale du FERLO avec le partenariat de la Région de Rhône Alpes pour l'adaptation aux changements climatiques au SUD.
 - Phase-pilote: appuyer les régions à l'acquisition des prérequis méthodologiques et opérationnels nécessaires à l'intégration du changement climatique dans les politiques territoriales de l'Entente Inter Régionale du Ferlo.
 - Sensibilisation des élus et acteurs techniques sur les questions climat
 - Elaboration d'un un plan climat d'adaptation
- **Processus:**
 - comité de suivi dans 5 communes qui se sont réunies pour fonctionner comme une collectivité et ont réussi à mettre en place 5 points focaux pour la mise en œuvre effective du projet.
- **Défi majeur:**
 - Financement de la mise en œuvre
- **Répliquabilité à condition de...**
 - clarifier le rôle de chaque acteur avec un cahier de charges,
 - rechercher des financements conséquents ou redimensionner le projet,
 - assurer une bonne communication entre opérateurs techniques et les communautés,
 - limiter l'emprise du politique sur les actions des opérateurs.

4. Intégrer l'adaptation dans le PDC de la Communauté urbaine de Tanout au Niger (M.A.Madjid).

- **Avec l'amorce du processus de décentralisation en 2004, avènement des PDC:**
 - 266 communes sont nées, nantis d'un PDC première génération qui s'inscrit dans le cadre du DSRP.
 - Devenus caducs, les PDC première génération doivent être révisés pour répondre aux problèmes émergents,
 - d'où l'intégration de la dimension changements climatiques dans les PDC pour la période 2012-2016.
- **Objectif:**
 - Il est question de sensibiliser et conscientiser les acteurs concernés (pouvoirs publics, communautés villageoises, élus locaux, services techniques déconcentrés) sur les changements climatiques
 - pour une prise en compte effective de leurs impacts et coûts dans le Plan de Développement Local
- **Résultats**
 - En moins de six (6) mois les PDC ont été révisés
 - et il y a eu la mise en œuvre de certains microprojets comme: le maraîchage, l'embouche au profit de certaines communautés villageoise de la commune, les travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (HIMO) de récupération des terres dégradées et d'ouverture des bandes pare-feux; le renforcement des capacités notamment la formation des encadreurs pédagogiques (inspecteurs, conseillers pédagogique et directeurs d'écoles primaires) sur le module de formation sur le changement climatique et le guide pédagogique pour l'enseignement des aspects liés aux changements climatiques ;le voyage d'échange d'expérience entre producteurs maraîchers de la commune.
- **Succès**
 - partage de rôles entre les différents acteurs,
 - la perception de la vulnérabilité de leur commune
 - et la facilité des communes à élaborer le plan d'investissement annuel.
- **Limites notamment:**
 - l'Absence de données météorologiques au niveau communal pour évaluer la vulnérabilité,
 - la faible capacité de mobilisation des ressources propres et externes au profit du financement et de la vulgarisation du PDC par certaines communes.



RÉSEAU CLIMAT
DÉVELOPPEMENT

2. BONNES PRATIQUES EN MATIERE D'EFFICACITE ENERGETIQUE ET ACCES A L'ENERGIE

1. Maîtriser l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire (C.Wohary)

Contexte

- La CI est un pays de forêts mais il a été donné de constater que ces forêts subissent une exploitation intensive pour la production de charbon de bois, de bois de chauffe et pour l'industrie.
- Abidjan était une zone de consommation exclusive du charbon de bois, et à plus de 75% sur toute l'étendue du territoire national
- La surface totale du massif forestier ivoirien est passée de 16 millions d'ha en 1960 à 2 millions d'hectares en 2012. Face à la prédominance de l'utilisation des combustibles ligneux par les ménages, et l'exploitation forestière qui affectent dangereusement l'environnement, et soucieux des inconvénients que représente la déforestation,

Politique mise en œuvre

- en 1993 une politique de vulgarisation du gaz butane (gaz domestique) pour lutter contre la déforestation, préserver l'environnement et améliorer les conditions des ménages.
- Baisse de la taxe sur les appareils ménagers + subvention à la filière de la production du gaz + diminution du prix d'achat de la bouteille de gaz
- Campagne nationale de reboisement depuis 1995 en partenariat avec les écoles, les universités et les institutions publiques et privés afin d'apporter sa contribution à la lutte contre la déforestation et le changement climatique

Impact

- ☺ Plus de 50.000 pieds d'arbres sont plantés chaque année.
- Les ménages utilisent le gaz butane à plus de 95% dans la capitale économique La consommation de gaz est passée de 22.000 tonnes en 1993 à 200.000 tonnes en 2012
- ☹ l'extension des installations des raffineries de gaz et augmentation GES
- ☺ globalement la Côte d'Ivoire est un puits de carbone et absorbe jusqu'à environ 8% des émissions du pays.
- ☹ la pratiques de déforestation continue même si ralentie.
- ☺ Préservation de certaines essences d'arbres et animaux et la plantation de 800 ha d'arbres depuis 1995.
- ☹ les populations pauvres ont lésées: l'approvisionnement en GPL se limite uniquement à Abidjan au détriment des zones rurales qui vont continuer à consommer la biomasse.

2. Programme de promotion du biodigester au Burkina Faso (Z.Segda)

Contexte

- Les burkinabés ont un faible accès aux énergies modernes à cause de la cherté du coût de l'électricité.
- Création d'un programme national de biodigesteurs (PNB) sous la tutelle du ministère des ressources animales.
- Le biodigester est un Ouvrage de production d'ENR via la fermentation de déchets organiques. Le biodigester est un moyen de stabiliser l'élevage, d'améliorer les races animales par l'insémination; d'accroître la production de lait et offrir une meilleure qualité de viande. Pour s'offrir un biodigester, il faut disposer d'un élevage ou d'une toilette et payer une Contrepartie en espèce et en nature pour l'installation de l'ouvrage. Un Biodigester de 6m³ offre du gaz pour 4h par jour de cuisson ou 6 à 9h d'éclairage par jour, et 60 tonnes d'effluents par an.

Programme

- mise en place des coopératives de biodigesteurs, des boutiques de pièces de rechange et la création d'un partenariat avec des cotonculteurs pour la vente du compost dont la qualité suscite beaucoup d'engouement du côté des producteurs.

Résultats du programme national

- Entre 2009 et 2012, 2013 ouvrages réalisés avec la création de 150 emplois de maçons qui ont pu avoir des revenus à hauteur de 102 millions de CFA. Les coûts de productions ont été légèrement réduits par l'utilisation d'autres options de matériaux et on atteint une production de 100 biodigesteurs par mois.
- Le Biodigester améliore l'accès à l'énergie surtout propre pour l'éclairage et la cuisson des aliments. Cette énergie est accessible à tous et contribue à améliorer les conditions de vie des ménages ruraux et péri urbains en général hors de couverture de l'électricité
- La réutilisation des déchets permet d'assainir le cadre de vie et l'effluent ou résidu de bouse sans le méthane est un engrais organique de meilleure qualité qui accroît la production agricole et permet de faire des économies sur l'achat d'engrais
- Adhésion par les populations est encore limitée:
 - Le problème d'eau est une contrainte qui ne permet pas la stabulation et de faire fonctionner le biodigester.
 - Il faut noter aussi la difficulté de faire changer les habitudes des ménages en milieu rural.

3. Fumage amélioré du poisson au Sénégal pour réduire la consommation de biomasse (A.Ndour)

Contexte

- Les études ont montré une forte consommation de biomasse dans l'espace CEDEAO: entre 30% (cap vert) et 90%. Au Sénégal, la biomasse représente 54% des dépenses en énergie. \$
- Car il y a un faible accès aux services énergétiques modernes.

Projet

- L'enjeu de la bioénergie est de favoriser la transition énergétique et réduire la pression sur l'écosystème. C'est également une source de création de revenus avec la collecte de bois et la transformation en charbon, la construction d'équipements pour la fabrication du biogaz à partir des déchets et la culture pour la production du biocarburant.
- L'une des activités de revenus des femmes est le fumage de poissons. Mais cette activité de par sa technologie traditionnelle n'est pas tout à fait rentable. En effet, le fumage de poisson se fait par terre ou dans des fours traditionnels occasionnant beaucoup de pertes en coût et des risques sanitaires. Ces fours sont aussi énergivores et ont un impacte négatif sur l'écosystème.
- Une étude sur le potentiel des filières et de renforcement du pouvoir des femmes
- Pour faire face au problème du coût des fours améliorés, un mécanisme de financement a été mis sur pied avec les institutions de micro finance et les acteurs de la société civile qui travaillent avec les groupements de femmes pour mobiliser les financements nécessaires.

Impacts

- a abouti à la modernisation des services de fumage avec des fours améliorés qui ont un enjeu économique pour les femmes mais aussi pour les pêcheurs, les commerçants et toute la population côtière.
- Les fours améliorés tiennent plus de 10 ans sans entretien, consomment le 1/3 de bois et prennent moins de temps à fumer.
- Les foyers améliorés représentent une industrie locale, réduisent la pression sur la mangrove



RÉSEAU CLIMAT
DÉVELOPPEMENT

3. BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ADAPTATION ET GESTION DES RESSOURCES

1. Adaptation-learning en Afrique (O.Tankari et B.Tuahiru)

- Une étude a montré que l'adaptation est importante car elle coûte moins cher que la non adaptation. CARE fait des études et développe des processus pour dialoguer avec les communautés sur leurs perceptions et témoignages du CC: l'Adaptation par les Communautés de Base (ABC)
- CARE a développé la capacité organisationnelle locale des communautés et augmenté leur capacité d'adaptation. Car les collectivités ont intégré les CC dans leurs PDC.
- Les mesures prises au haut niveau doivent appuyer et compléter les actions à la base. Les politiques doivent être adaptées aux besoins des communautés. Les bénéficiaires doivent toujours être impliqués afin d'assurer la réussite des projets. L'approche ABC est à la fois ascendante et descendante. Elle consiste à prendre les informations qui viennent de la base

Résultats:

- Le Projet de CARE au Ghana, Kenya, Mozambique et Niger a profité à 59000 bénéficiaires
- Au Niger, le processus participatif avec tous les acteurs: équipe, services du gouvernement, communautés et autres ONG a été remarquable.
- Des ONG sont formées au cours des ateliers sur les questions des CC et comment faire le plaidoyer. Les médias sont utilisés comme outils de plaidoyer. La cible est l'ensemble des différents ministères, les partenaires au développement et les communautés à la base.
- L'approche ABC est prise en compte par les décideurs et intégrée dans la politique nationale sur le CC parce que les acteurs ont agi au bon moment, lors de la rédaction de la stratégie nationale sur les CC.

Contraintes

- la difficulté d'accès aux données précises et fiables pour faire des prévisions sur les saisons.
- Les animateurs qui accompagnent les communautés dans l'analyse des vulnérabilités sont des bénévoles et on ne peut pas exiger longtemps d'eux. Il se pose donc un problème de durabilité.

2. Améliorer la résilience du secteur agricole au Niger (A.Issa)

Contexte

- En 2006 le Niger a élaboré son PANA dans une approche participative associant les parties prenantes,
- C'est ainsi que 8 communes se trouvant entre les isohyètes 300 à 400 mm de pluies par an ont été identifiées plus vulnérables.
- 14 options d'adaptation ont été identifiées parmi lesquelles la diversification et l'intensification des cultures irriguées. Celles-ci ont fait l'objet d'élaboration et de mise en œuvre d'un projet, objet de la bonne pratique.
- **L'objectif** est de contribuer à la mise en place des mécanismes pour la diffusion à long terme des variétés de cultures résistantes à la sécheresse au bénéfice des producteurs locaux des sites d'intervention concernés;
- le projet est mis en œuvre pendant **trois (3) ans** au niveau de sept (7) communes pilotes en impliquant plusieurs acteurs notamment les paysans agriculteurs, les organisations des producteurs (multiplicateurs des semences), les élus locaux, les services déconcentrés de l'agriculture, les chercheurs, les animateurs des radios communautaires.

Résultats:

- vulgariser huit (8) variétés de mil, sorgho et niébé résistantes à la sécheresse et dont les rendements sont de **800 à 1200 kg** contre **300 à 400 Kg** pour les variétés traditionnelles
- ; 7 banques semencières et 11 banques d'intrants agricoles et fourragères sont créées pour le stockage et la conservation;
- plus de **5000 paysans** utilisent ces variétés dans 7 communes
- l'utilisation d'information météorologique et agro-météorologique pour que les agriculteurs sèment au moment opportun, à cet effet, 280 pluviomètres + paysans à lecture directe sont installés dans les 8 communes d'intervention du projet en vue de renforcer le dispositif de collecte de données et informations météorologiques;
- l'amélioration des revenus des populations les plus vulnérables à travers des activités génératrices de revenu notamment trente (30) microprojets d'appui aux activités maraîchères.

Limites:

- faible accessibilité financière des producteurs aux intrants et équipements agricoles
- faible accessibilité physique des producteurs aux intrants et équipement
- faible capacité des producteurs agricoles à accéder et utiliser les techniques d'irrigation des cultures
- Insuffisance des moyens (humains, matériels, financiers et techniques) pour diffuser la bonne pratique.

Bonne pratiques?

- un rendement 2 à 3 fois supérieurs par rapports aux variétés locales;
- les revenus des ménages ont augmenté
- et ils arrivent à satisfaire leurs besoins alimentaires

3. Améliorer la résilience des zones côtières de la Guinée (L.Diallo)

Contexte

- La Guinée est un pays caractérisé par une vulnérabilité aux impacts des CC avec l'élévation de la température de surface et du niveau de la mer (sur 300km de côte) occasionnant une submersion des plaines agricoles et le déplacement des populations, des sécheresses (aigues et récurrentes) principalement dans la partie nord du pays abritant les poches de pauvreté les plus importantes; les inondations devenues répétitives entraînant des pertes de récoltes et des pertes de bétail et même en vie humaine.
- Le régime pluviométrique est perturbé (pluies précoces ou en retard) entraînant des perturbations dans le calendrier agricole et compromettant ainsi la sécurité alimentaire. En Guinée, on projette une hausse de température de 1 à 1,6°C et une baisse de précipitation de 31%.
- La mangrove, principal lieu de ponte des poissons se rétrécit inexorablement tant par l'exploitation anarchique pour les besoins en énergie, la riziculture, la cueillette traditionnelle des huîtres, etc.
- Tous ces impacts accroissent la vulnérabilité des agriculteurs, planteurs, pêcheurs, éleveurs et saliculteurs aux inondations et sécheresses. D'où l'intérêt de **l'adaptation**.
- En matière d'adaptation 10 options principales ont été retenues et on fait objet de projets notamment:
- Des solutions sont envisagées pour assurer une Gestion Intégrée de la Zone Côtière (GIZC): adaptation aux impacts négatifs de l'élévation du niveau de la mer

Le projet

- Projet de Renforcement de la Résilience et Adaptation au changement climatique de la zone Côtière vulnérable-RAZC (2011-2014) avec un budget de 3770 000 \$US financé par le FEM, PNUD et Gvt Guinée
- Projet de Gestion Côtière et Marine de la Biodiversité (PGCMB) comprenant 40 micro- projets subventionnés dans 11 CR pour la période (2007-2013), financé à hauteur de 5 millions \$ US par la BM, FEM pour appuyer l'amélioration de la production agricole, animale et halieutique; des énergies renouvelables, la gestion forestière et la formation.
- projet de gestion communautaire des terres (PGCT), 64 Micro Projets subventionnés dans 26 CR autour de 4 sous bassins versants financé par la BM et le FEM à 7 millions \$ US (2007-2013);
- Projet micro financement du FEM: 40 micros projets subventionnés pour les Organisations Communautaires de Base (OCB), les groupements d'intérêts économique à travers des ONG nationales dont 20 dans le domaine des CC.
- Programme de Développement local en Guinée (2008-2012); (2013-2017) (PNUD/UNCDF); 8 500 000 \$ pour le renforcement de capacité et la mise en place d'un fonds de développement local.

Défis

Cependant La mise en œuvre bute sur les problèmes financiers, la prise en compte du changement climatique dans la planification du développement, les faiblesses des engagements politiques, les cadres institutionnels souvent inadéquats et le manque de synergie d'action et de partenariat.

4. Projet de réduction de la vulnérabilité à la variabilité en eau dans la région de Mopti au Mali (M.Zakara)

Contexte

- Le village de Kikara situé sur une colline exploitait jadis les terres agricoles qui s'y trouvaient, la petite faune sauvage et l'eau de la source naturelle sans avoir besoin des plaines; mais avec les années de sécheresse, due aux effets cumulés des CC, les pluies devenaient de plus en plus rares et mal réparties avec leur corollaire d'insécurité alimentaire et de pauvreté grandissante.
- Les jeunes filles et garçons munis d'outres (sacs en peau de chèvre) et de bidons plastiques marchaient chaque jour pendant 2 à 3 heures pour rapporter quelques litres servant juste à la boisson et une partie à la cuisson des aliments pour la famille.

le Projet de réduction de la vulnérabilité à la variabilité en eau dans la région de Mopti

- par l'installation d'un système gravitaire de captage des eaux de la source naturelle d'eau sur la colline
- Les communautés villageoises, les leaders communautaires et membres des comités de gestion se sont approprié des activités du projet en les intégrant dans leurs priorités en matière de sécurité alimentaire.

Répliquabilité

- Les capacités techniques d'aménagement et outils pratiques de gestion organisationnelle sont acquises et permettent de répliquer ailleurs les différentes réalisations du projet à condition que le financement minimum relatif aux équipements et matériels nécessaires soit disponible.

5. Plan régional de lutte contre la déforestation dans le Bassin du Congo (A.K.Muteba)

- Le Bassin du Congo est composé de 10 pays avec une potentialité de 254 millions d'hectares de forêt dont 60% pour la RDC. Les forêts sont fortement menacées. Le taux de déforestation est de 0,02% par an (chiffres officiels) mais la déforestation est plus grande à cause du manque de gouvernance. La politique forestière doit donc être centrée sur la RDC qui représente la majeure partie des forêts.
- Les principales causes de la déforestation sont: la croissance démographique entraînant une gestion anarchique de la ville, Kinshasa prévue pour 1 million de personnes mais 10 millions de personnes y vivent donc plus de forêts en zone périurbaine; l'agriculture sur brûlis par abattage intensif et récurrent du bois; l'exploitation industrielle du bois et le problème de gouvernance institutionnelle avec des octrois de permis illégaux pas tous retraçables. Avec la guerre à l'est de la RDC, les populations déplacées coupent le bois pour construire leur nouvelle maison et créent leurs revenus avec les produits de la forêt.
- La COMIFAC lutte contre la déforestation à travers 10 axes stratégiques. Parmi eux, 3 concernent la déforestation directement. Pour protéger les forêts il faut connaître la ressource; développer des activités alternatives de réduction de la pauvreté; développer des mécanismes de financement notamment le Mécanisme incitatif connu sous le nom de RED+ pour réduire la tendance à la déforestation.
- Le Caucus d'Accra propose un plaidoyer vis-à-vis des gouvernements et des Ministres au niveau des pays et lors des grandes réunions internationales. Il soutient la restauration des forêts dégradées, prend des mesures contre les moteurs réels de la déforestation. Les plantations ne sont pas des forêts et devraient être exclus du mécanisme REDD et ne devrait pas profiter à l'industrie.
- Les activités à promouvoir sont l'afforestation et la reforestation, l'agroforesterie, la dissémination des foyers améliorés, la foresterie communautaire, la diffusion des techniques améliorées de carbonisation et le développement d'alternatives énergétiques. La Gestion communautaire est au cœur du plaidoyer et les ONG mettent la pression sur le gouvernement.
- Les principaux fonds multilatéraux qui contribuent à la REDD+ sont le fonds FPCF, ONU-REDD+, FIP, Fonds forestier pour le Bassin du Congo (appui au travail des ONG), Fonds Vert pour le Climat.

6. Reverdir le Sahel (Heinrich Boll)

- La vidéo de HBS sur le reverdissement du Niger et du Sahel fait ressortir un contraste. On remarque que le sud du Niger est plus vert que le nord du Nigéria. Quelle en est la raison?
- La région de Zinder est un désert. Mais avant que les arbres ne disparaissent, il y avait une agriculture à haut rendement. La disparition des arbres et l'érosion éolienne ont rendu les sols vulnérables, entraînant une baisse rapide de la production. Parfois il faut semer 3 ou 5 fois à cause du vent qui emporte les semences. Donc les gens ont compris qu'il fallait replanter les arbres et arrêter de déforester.
- Les agriculteurs ont appris à faire la régénération naturelle, une technique de reboisement pour lutter contre la désertification. C'est une Méthode simple, naturelle et adaptée à l'agriculteur même le plus pauvre. Ils ont sélectionné les espèces qu'ils voulaient sur leur plantation.
- Cette Méthode a aidé à restaurer la végétation et favorisé l'agriculture. Mais un nouveau problème a émergé: d'autres personnes coupaient les arbres illégalement sur les plantations. Les villageois ont donc créé des comités de surveillance.
- Chaque zone a nommé un représentant et grâce à ce dispositif, la coupe illégale a beaucoup diminué. La Communauté de Zinder au Niger a reboisé 100 millions d'arbres et récupéré plusieurs ha de désert ce qui a très impressionné les Nigériens.
- A présent que faire de ce volume de bois disponible ? Il faut créer un marché de la biomasse/ feu de bois.

6. Les Oasis: comment peuvent-ils contribuer à la préservation des ressources naturelles en Algérie (C.Benoudji et M.Bouziane)

Les oasis

- L'Ecosystème oasien dans le monde représente 30 à 40% des terres émergées de l'Afrique à l'Asie, du Sahara à la Mongolie et représente une population de 150 millions de personnes.
- Les Oasis font 70% à 90% des surfaces agricoles cultivables dans le désert. C'est là que se pratiquent la culture fourragère et l'élevage. Ces activités sont la Principale source de revenus mais délaissées aux femmes et aux jeunes
- Cette Zone enregistre l'aide alimentaire du PAM mais elle est négligeable face aux efforts des populations.
- La fragilité de ces écosystèmes est aggravée par les CC : Perte de la biodiversité accélérée et dessèchement ou dévalorisation des dattiers. Dans le Maghreb par exemple, le risque de non hibernation entraîne la baisse de production des espèces arboricoles exigeantes en froid. Il faut noter aussi la fréquentation touristique qui contribue à cette fragilité.
- L'aide alimentaire coûte beaucoup d'argent alors qu'on pourrait en faire des projets pour protéger les oasis et créer des activités durables. Au lieu de pomper l'eau avec des machines motorisées pour l'irrigation on pourrait utiliser des panneaux solaires. Beaucoup de programmes doivent être mis en place pour appuyer la gestion des oasis, notamment dans le Maghreb.
- L'enjeu le plus important est celui d'arrêter le processus de dégradation de la palmeraie, patrimoine culturel et culturel, par l'engagement dans des actions de préservation, de valorisation et d'utilisation rationnellement des ressources naturelles dans un cadre de développement participatif durable.

Projet en Algérie

- Le projet vise à développer une approche participative associant les acteurs et les populations aux différentes étapes du processus d'élaboration d'un modèle de gestion de l'eau spécifique à l'oasis par la mobilisation volontaire des groupes pour sa mise en œuvre et son application.
- Le diagnostic participatif effectué avec les agriculteurs de la palmeraie a révélé qu'en matière d'eau, il y a un manque d'entretien des plantations et des systèmes d'irrigation; le Système de répartition et de la distribution est inadapté; l'eau est gaspillée.
- C'est pour cela que des séances de formation et de vulgarisation d'un niveau et de méthodes adaptées aux besoins en eau, à l'utilisation rationnelle de l'eau pour moins la gaspiller, ont été dispensées sur le site au bénéfice des adhérents.
- Le système d'irrigation est amélioré grâce à la réfection des canaux de 450 ml pour limiter des pertes de l'eau d'irrigation et au nouveau bassin de 300 M³ réalisé dans le cadre du projet et; 200 palmiers improductifs sont arrachés et remplacés; changement des habitudes sur la distribution et l'utilisation de l'eau et accueil favorable à la formation vulgarisation.

7. Le repos biologique pour la pêche au Sénégal (N.Diop)

Au Sénégal, la pêche représente 1,4% du PIB

Mais raréfaction de la ressource due à la destruction des habitats côtiers à cause du chalutage en zone côtière, mais aussi aux impacts du changement climatique (avancée de la mer, érosion côtière, apparition de nouvelles espèces, baisse de l'intensité de l'upwelling,). Entraîne surexploitation des stocks.

Stratégie d'adaptation: le Repos biologique du poulpe par l'immersion des pots par les pêcheurs dans la zone côtière en vue de protéger et reconstituer l'habitat des poulpes

Pérennisation:

- versement d'une cotisation de 10.000 Fcfa par pirogue pour participer au financement des activités;
- interdiction de la commercialisation des poulpes de moins de 500 g;
- la légalisation des mesures par la prise d'un arrêté préfectoral.
- Durant le repos biologique, une majorité de pêcheurs pratique *l'agriculture pluviale et l'aviculture*,
- Instauration du repos biologique du poulpe au niveau national en 2012

Les facteurs de réussite

- la participation de toutes les catégories d'acteurs à savoir (l'administration, les partenaires au développement, les ONG, les professionnels de la pêche, les communautés locales, le secteur privé et le Ministère des pêches et des affaires maritimes à travers la Direction des pêches maritimes (DPM) et ses services déconcentrés au niveau local) ;
- La mise en place du cadre de cogestion qui consiste à organiser les parties prenantes sans exclusion autour d'un comité de gestion avec des statuts et des règlements intérieurs;
- L'implication de la recherche pour déterminer la période de ponte du poulpe en prenant en compte les savoirs endogènes;
- La définition d'une bonne campagne de sensibilisation et d'information au niveau communautaire et des villages environnants;
- Le renforcement de capacités des parties prenantes suivants leurs besoins (gestion de la ressources, techniques de commercialisation, gestion des projets, hygiène qualité et traçabilité).

Les contraintes majeures rencontrées sont:

- La disponibilité des ressources de poulpe est liée à l'intensité de l'upwelling: les captures en poulpe varient d'une année à une autre, ce qui décourage certains acteurs
- La cotisation par pirogue en cas de faible période de l'upwelling
- L'absence de gestion territoriale pour les communautés de base.